

La Dépêche

L'actualité économique



N° 721 - Lundi 2 Décembre 2019 - Service de la Communication et de la Documentation (SCD)

LES TITRES

En Côte d'Ivoire, le cacao équitable tente de tenir ses promesses

page 1

Le Sud-Africain Global Africa integrated farm va investir 167 millions \$ dans un programme agricole intégré

page 2

L'AFD soutient les PME africaines via une contre-garantie de 30 millions USD à l'African Guarantee Fund

page 2

E-commerce, Fintech : l'Afrique se positionne

page 2

En Afrique de l'Ouest, une pollution mortelle mais d'ampleur inconnue

page 3

Afrique : La DEG investit 30 millions d'euros dans le fonds AfricaGrow au profit des PME

page 3

Réviser les accords monétaires avec la France sur le moyen terme, serait préjudiciable aux économies de la CEMAC

page 3

À LA UNE

En Côte d'Ivoire, le cacao équitable tente de tenir ses promesses



Les planteurs peinent encore à obtenir un salaire décent

En Afrique, les champs de l'espoir (3). Scolarisation des enfants, autonomisation des femmes... Le « fair trade » a permis des avancées sociales, mais les planteurs peinent encore à obtenir un salaire décent. Dans les environs de N'Douci, à une centaine de kilomètres au Nord-Ouest d'Abidjan, une bande d'enfants jouent sur la piste humide et bordée de cacaoyers qui conduit à leur village, Koffessou. Ils ne quittent pas les champs alentour mais sortent, en uniforme à carreaux rose et bleu, de l'école située dans la bourgade voisine. « **Avec le commerce équitable, on a pu acheter des kits scolaires et mettre les enfants à l'école** », se réjouit **Konan DIBY**, l'un des 40 planteurs du « campement ».

Sur quelque 3 000 coopératives de cacao de Côte d'Ivoire, un peu plus de 200 sont labellisées équitables, contre seulement dix en 2010. Entre 2004 et 2017, la demande occidentale a explosé et la production homologuée « fair trade » est passée de 25 à 150 000 tonnes. La Coopérative Agricole N'Zrama de N'Douci (CANN) a reçu sa première certification en 2011, en échange de bonnes pratiques à respecter. Parmi elles, **l'interdiction du travail des enfants, très répandu dans les plantations de cacao du pays.**

Source :

https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/11/28/en-cote-d-ivoire-le-cacao-equitable-tente-de-tenir-ses-promesses_6020913_3212.html

Le Sud-Africain Global Africa integrated farm va investir 167 millions \$ dans un programme agricole intégré

Livoirien de l'Agriculture et du Développement Rural, dans le cadre du Programme Agricole Intégré de Tiébissou (PAIT). C'était à l'occasion de la 5ème Journée du Salon International de l'Agriculture et des Ressources Animales d'Abidjan 2019 (SARA).

Ce projet ambitionne de lutter contre l'insécurité alimentaire et produire des aliments nutritifs à grande échelle, tout en créant un nombre important d'emplois ruraux pour les femmes et les jeunes et en améliorant les compétences des petits exploitants locaux afin qu'ils deviennent, au fil du temps, de grands exploitants agricoles.

Par ailleurs, il permettra également de donner la possibilité aux petits exploitants de pratiquer une agriculture rentable par le renforcement des liens avec les agro-industries commerciales et d'accéder grâce à cette proximité aux formations commerciales pertinentes, aux intrants, aux services de vulgarisation, aux structures à valeur ajoutée et aux marchés. Cela, pour permettre d'adopter une approche globale de la chaîne de valeur orientée vers le marché.

Les méthodes culturales seront basées sur des pratiques biologiques identiques aux techniques agricoles de conservation ou de gestion foncière durable respectueuse de l'environnement. Les spéculations concernées par le programme sont : le maïs, le soja, les bovins et la volaille.

Source :

<https://www.agencecofin.com/aide-au-developpement/2811-71611-cote-d-ivoire-le-sud-africain-global-africa-integrated-farm-signe-une-convention-de-167-7-millions-pour-le-programme-agricole-integre-de-tiebissou>



Le Programme Agricole Intégré de Tiébissou (PAIT) ambitionne de lutter contre l'insécurité alimentaire et produire des aliments nutritifs à grande échelle.

L'AFD soutient les PME africaines via une contre-garantie de 30 millions USD à l'African Guarantee Fund

M . Rémy RIOUX, Directeur Général de l'Agence Française de Développement (AFD), et M. Félix BIKPO, Directeur Général du Groupe African Guarantee Fund pour les Petites et Moyennes Entreprises (AGF), ont signé le 28 novembre 2019, à Paris, un accord de sous-participation de 30 millions USD. L'accord vise à améliorer l'accès au crédit des Petites et Moyennes Entreprises (PME) sur l'ensemble du continent Africain.

La convention de sous-participation signée entre l'AFD et l'AGF vient renforcer le partenariat entre les deux entités. Elle apporte à AGF une contre-garantie de 30 millions de dollars, grâce au mécanisme de partage des risques ARIZ : Accompagnement du risque de financement de l'investissement privé en zone d'intervention. Il s'agit d'une garantie en perte finale proposée par l'AFD aux institutions financières pour couvrir 50 % à 75 % d'un prêt individuel ou un portefeuille de prêts aux PME et aux institutions de microfinance (IMF).

Grâce à son effet de levier, cette contre-garantie permettra à AGF d'accorder des garanties de 60 millions de dollars aux institutions financières locales, permettant ainsi à ces dernières de prêter un total de 120 millions de dollars aux PME africaines. Il est estimé qu'un tel montant de prêts profiterait à 1 800 PME et soutiendrait 5400 emplois.

Source :

<https://www.agencecofin.com/banque/2911-71641-lafd-soutient-les-pme-africaines-via-une-contre-garantie-de-30-millions-usd-a-l-african-guarantee-fund>



L'accord vise à améliorer l'accès au crédit des Petites et Moyennes Entreprises (PME) sur l'ensemble du continent Africain.

E-commerce, Fintech : l'Afrique se positionne

La bataille est loin d'être terminée pour faire de l'Afrique la nouvelle frontière du e-commerce. Entre nouveaux services et nouveaux partenariats, ça bouge. Avec une population de plus de 1,2 milliard d'habitants et un nombre croissant d'internautes, le continent a assisté à la montée en puissance de plusieurs plateformes locales de commerce électronique. Cette industrie émergente est également confrontée à des défis, notamment une infrastructure inadéquate, un marché fragmenté et une pression financière. La bataille entre les grands groupes et les start-up lancés dans ce domaine a été très difficile ces dernières années. Dans tous les cas, ces défis attirent toujours la convoitise de tous les grands groupes mondiaux du secteur. D'un côté, les Gafa Américains (Google, Amazon, Facebook, Apple) ; de l'autre, les BATX Chinois (Baidu, Alibaba, Tencent et Xiaomi), encore plus dynamiques. Et, au milieu, d'autres plateformes de commerce.



E-commerce, Fintech : l'Afrique se positionne

Source :

https://www.lepoint.fr/afrique/e-commerce-fintech-l-afrique-se-positionne-29-11-2019-2350469_3826.php#

En Afrique de l'Ouest, une pollution mortelle mais d'ampleur inconnue

De Dakar à Cotonou, alors que les décès prématurés liés aux particules fines sont en hausse, rares sont les pays qui disposent de données précises sur la qualité de l'air. Sur les cartes répertoriant les foyers de pollution dans le monde, l'Afrique est souvent traversée de grandes zones blanches, là où d'autres continents apparaissent en rouge, jaune ou orange. Pourtant, il ne faut pas s'y tromper : « **Si on ne fait rien, l'Afrique pourrait représenter la moitié des émissions de pollution dans le monde d'ici à 2030** », avertit **Cathy LIOUSSE**, Directrice de Recherche au Laboratoire d'Aérodologie du CNRS, à Toulouse.

Des propos tenus devant la centaine de chercheurs, décideurs et spécialistes venus participer au Séminaire International sur la Qualité de l'Air dans les villes d'Afrique de l'Ouest Francophone, organisé jeudi 28 et vendredi 29 novembre, à Paris, par l'Observatoire Mondial des Villes pour la Qualité de l'Air (Guapo). Dramatique peut-être, le constat renvoie à une réalité bien tangible : **l'Afrique subsaharienne subit une pollution croissante, renforcée par une démographie et une densité urbaine accrues**. En même temps, les risques sanitaires et épidémiologiques liés à la détérioration de la qualité de l'air augmentent. Entre 1990 et 2013, les décès prématurés causés par la pollution atmosphérique ont ainsi connu une hausse de 36 % en Afrique, selon une étude de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE) publiée en 2016.



L'Afrique Subsaharienne subit une pollution croissante, renforcée par une démographie et une densité urbaine accrues.

Source :

https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/11/29/en-afrique-de-l-ouest-une-pollution-mortelle-mais-d-ampleur-inconnue_6021103_3212.html

Afrique : La DEG investit 30 millions d'euros dans le fonds AfricaGrow au profit des PME

DEG (Deutsche Investitions- und Entwicklungsgesellschaft mbH), l'un des plus grands investisseurs en capital-investissement en Afrique, par ailleurs filiale de la Banque de développement allemande (KfW), vient d'investir 30 millions d'euros dans le fonds AfricaGrow, une organisation spécialisée dans le financement des fonds de capital-investissement et de capital-risque sur le continent. A travers cet investissement dans la DEG montre son engagement à soutenir les petites et moyennes entreprises (PME) africaines à accéder plus facilement au financement à long terme." (...) Le fonds AfricaGrow constitue une excellente occasion de fournir des capitaux aux PME et aux fonds de capital-risque en Afrique confrontés à un déficit de financement important ", explique David Weiss, responsable de DEG. **L'objectif de ce fonds est de financer des PME innovantes et des jeunes entreprises dans les pays africains par le biais de fonds d'investissement locaux afin de promouvoir un développement économique et social durable.** Doté d'un capital de 170 millions d'euros, le fonds AfricaGrow est une initiative de la KfW et Allianz Global Investors



La DEG investit 30 millions d'euros dans le fonds AfricaGrow au profit des PME en Afrique.

Source : https://www.sikafinance.com/marches/afrique-la-deg-investit-30-millions-d-euros-dans-le-fonds-africagrow-au-profit-des-pme_19855

Réviser les accords monétaires avec la France sur le moyen terme, serait préjudiciable aux économies de la CEMAC

Réunis le 22 novembre 2019 dernier à Yaoundé, au Cameroun, dans le cadre d'un Sommet Extraordinaire de la CEMAC organisé à l'initiative du Président Camerounais Paul BIYA, 5 Chefs d'Etat de cette sous-région, ainsi que le Premier Ministre du Gabon représentant son Président, ont convenu « d'engager une réflexion approfondie sur les conditions et le cadre d'une nouvelle coopération monétaire » avec la France.

La BEAC et la commission de la CEMAC ont été mises à contribution pour proposer « dans des délais raisonnables, un schéma approprié, conduisant à l'évolution de la monnaie commune ». Une réflexion publiée le 26 novembre 2019 par l'Agence de notation américaine Moody's est venue donner un premier aperçu des enjeux d'une telle décision. Il en ressort que la sous-région est dans une posture défavorable pour renégocier une évolution du régime qui gouverne la monnaie actuellement utilisée par ses pays membres.



La CEMAC veut engager une réflexion approfondie sur les conditions et le cadre d'une nouvelle coopération monétaire avec la France.

« Une modification du régime monétaire actuel pourrait entraîner une dévaluation de la monnaie et causerait beaucoup de perturbations [...] A court terme, une dévaluation perturberait et réduirait la soutenabilité de la dette extérieure. A long terme, l'effet d'un nouveau régime, avec ou sans dévaluation de la monnaie, reste incertain et dépendrait de la capacité des autorités à abaisser le taux de change réel pour accroître la compétitivité » ont expliqué les analystes de Moody's, dans une note dont l'Agence Ecofin a eu une copie. Les arguments techniques derrière cette position sont de plusieurs ordres. Pour une sous-région dont 74% des devises sont générés par la vente de pétrole brut, avec la baisse aussi bien des volumes de production (-14% entre 2008 et 2018) que des prix, les perspectives d'augmentation de ses réserves de change sont assez faibles, sans un nouveau soutien du Fonds Monétaire International.

Source : <https://www.agenceecofin.com/gouvernance-economique/2911-71658-reviser-les-accords-monetaires-avec-la-france-sur-le-moyen-terme-serait-prejudiciable-aux-economies-de-la-cemac>